

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Élections générales 2023 : la société civile milite pour des scrutins apaisés



Photo: DR

Vue des membres de la société civile.

J.K.M
Libreville/Gabon

COMMENT aboutir à des élections apaisées dans notre pays ? C'est tout le sens de la table ronde qu'a organisée récemment à Libreville des représentants de la société civile gabonaise, avec le concours du National democratic institute (NDI), une organisation non gouvernementale américaine (ONG) promouvant la démocratie dans le monde.

S'inscrivant dans le cadre du Projet d'appui à la démocratisation, à la transparence électorale et à la sécurisation des urnes au Gabon (PADTS), il s'est agi, pour les participants, d'entrevoir les voies et moyens de "promouvoir et de consolider les valeurs et principes démocratiques au Gabon en vue de contribuer à l'amélioration de la transparence". L'objectif étant de mettre un terme aux violences et autres débordements récurrents à l'issue de

la proclamation des résultats. "Il est urgent et essentiel d'engager des réformes profondes de tout le système électoral (...), pour garantir au Gabon la tenue des élections aboutissant à des résultats incontestables et acceptés par toutes les parties. C'est un enjeu crucial pour notre pays !", a indiqué le porte-parole du Copil citoyen,

Geoffroy Fouboula Libeka. Dans tous les cas, le PADTS est une proposition commune de la société civile gabonaise s'articulant autour de trois composantes : les phases préélectorale, électorale et post-électorale. Histoire aussi de renforcer les capacités des acteurs de la société civile en matière d'observation des élections.

Tribune des partis politiques

Un pas vers l'unité...

"Qui s'assemble se ressemble". Une maxime encore vérifiée avec la récente sortie pour ainsi dire déplorable voire pitoyable d'Albertine Maganga Moussavou. La vice-présidente du Parti social démocrate (PSD) n'a trouvé rien de mieux à faire que de traiter de tous les noms d'oiseaux les derniers démissionnaires de son parti.

Selon "l'inamovible" députée du PSD dans la Ngounié, ceux qui ont déposé leur tablier, l'ont fait pour des "raisons alimentaires". Reste à savoir si la démission de son fils, Biendi Maganga Moussavou de la chapelle politico-familiale obéissait également à un "caractère alimentaire" ? La digne épouse du président du PSD aurait mieux fait de se taire. Ne dit-on pas que le silence est d'or ?

Après ladite sortie de piste, revenons à une actualité beaucoup plus importante à savoir la journée des parlementaires de l'opposition, organisée le week-end écoulé à Lambaréné. Une grande première vu qu'Alexandre Barro Chambrier du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Paulette Missambo de l'Union nationale (UN

Express

ALI BONGO ONDIMBA À ROME DEPUIS HIER



Photo: DR

À la suite de nos informations dans notre édition d'hier, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a quitté la capitale gabonaise hier à destination de l'Italie où il est arrivé en fin d'après-midi. Accompagné de la première dame, Sylvia, il y séjournera pendant 72 heures dans le cadre d'une visite de travail. Au cours de cette visite destinée à raffermir les liens d'amitié et de coopération avec l'État du Vatican, le premier gabonais rencontrera en tête-à-tête, le Souverain pontife. L'occasion pour Ali Bongo Ondimba et le pape François d'examiner les sujets d'intérêt commun. Tout comme, les deux hommes d'État devraient voir comment réactiver la Commission mixte de suivi de l'Accord-cadre entre le Gabon et le Vatican, signé le 12 décembre 1997.

PAT : LES MAMBOUNDOÏSTES APPELLENT LE GOUVERNEMENT À PLUS DE RIGUEUR



Photo: DR/L'Union

Les membres du courant de l'Union du peuple gabonais (UPG) qui se réclament de l'héritage du fondateur dudit parti politique, feu Pierre Mamboundou Mamboundou, se sont retrouvés récemment sous la conduite de leur président Guy-Constant Titus Koumba. Occasion de revenir sur le bilan à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan d'accélération et de transformation (PAT), le cahier de charges du gouvernement de Rose-Christiane Ossouka Raponda. Les Mamboundouïstes "appellent le gouvernement actuel à plus de rigueur dans le suivi-évaluation de l'exécution des projets de développement de notre pays (...)" Non sans dénoncer la violation des procédures ayant conduit à l'incarcération de Jean-Rémy Yama et sa radiation de la Fonction publique.

O' N.

et Guy Nzouba Ndama du parti "Les Démocrates" (LD) y ont pris part. Une bien belle manière de faire taire les allégations inhérentes à l'incapacité de l'opposition à faire bloc. Ces trois leaders des plus grands partis de ce bord viennent, à en croire plusieurs observateurs et autres analystes de la vie politique nationale, de poser les jalons [pourquoi pas ?] d'une alliance mieux d'une candidature unique de l'opposition au second tour de la prochaine présidentielle. D'autant que, comme l'a dernièrement souligné le "bouvier de Moutassou", le nouveau format du scrutin présidentiel impose cette option. Si comme aux dernières élections couplées, ces trois formations politiques présentent des listes communes sur certains sièges, les joutes électorales à venir dont le point d'orgue sera l'élection présidentielle seront sans aucun doute de bonne facture. A condition que l'initiative en cours ne s'arrête pas en si bon chemin.

Yannick Franz IGOHO